



NOUVELLES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS À LA DGFIP EN 2025 : C'EST IRRESPONSABLE !

La DGFIP est l'administration qui a subi les suppressions d'emplois les plus massives au sein de toute la fonction publique !

31 148 suppressions d'emplois temps plein (ETP) de 2008 à 2024 (environ 25 %), 3 000 suppressions prévues (a minima) dans le contrat initial d'objectifs et de moyens 2023-2027, 550 suppressions pour 2025, des chiffres qui font tourner la tête, surtout celle des agent·es et des usager·es !

2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
2790	1650	2594	2667	2438	2023	1988	2000	2130	1630	1600	2130	1500	1800	1506	850	200	550

Depuis 2008, nos services auront subi 32 046 suppressions d'emplois ETP (correspondant à plus de 28 % de ses effectifs).

C'est 25 % du total des suppressions dans la fonction publique d'Etat ! Plus que toute autre administration !

Contrairement aux promesses de stabilisation des emplois faites en 2023, l'administration annonce un total de 550 suppressions d'emplois pour 2025, malgré des transferts de missions et donc de charges de travail supplémentaires.

L'essentiel des suppressions d'emplois est supporté par les directions départementales et régionales !

DIRECTIONS DEPARTEMENTALES						
AE	A+	A	B	Dont GEO	C/A ST	TOTAL
1	-4	350	-126	-26	-619	-398

Avec des conditions de travail qui se dégradent au rythme des suppressions d'emplois, des restructurations permanentes, des suppressions de services et de sites, des méthodes de travail industrialisées qui font perdre le sens des missions, des règles de gestion qui font de plus en plus la part belle à l'arbitraire, des rémunérations qui ne suivent pas (avec une volonté de développer l'indemnitaire au mérite) et un « management » de plus en plus souvent toxique... le mal être au travail ne fait que s'aggraver.

C'est un cercle vicieux, tout simplement parce que les tenants des politiques libérales ne cherchent qu'une chose, pour préserver les intérêts des plus riches, des entreprises et des actionnaires : liquider notre administration centrale à réseau déconcentré dont les missions sont fiscales, comptables et foncières, de la gestion au contrôle.

La baisse des dépenses structurelles du ministère, la destruction de notre réseau de proximité de pleine compétence, les restructurations/destructions permanentes ne font que confirmer cette dérive irresponsable.

La DGFIP est transformée en une administration déshumanisée, maltraitante pour ses agents comme pour le public !

Ainsi, plutôt que d'investir dans un service public au service de la population et de la société, d'augmenter nos salaires et revaloriser pour toutes et tous notre indemnitaire, la DG réaffirme la poursuite et l'amplification des réformes destructrices : suppressions d'emplois, recrutements insuffisants face aux départs en retraites, restructurations, externalisations et privatisations de missions, affectations au département, rémunération au mérite et déclinaisons de la Loi transformation de la Fonction Publique à la DGFIP.

Au plan local, les suppressions d'emploi prévues pour 2025, sont les suivantes :

	A+	A	B	C	TOTAL
SPFE Nièvre (publicité foncière)			-1		-1
SGC de Cosne sur Loire			-1		-1
Pole de contrôle et d'expertise			-1		-1
SIE Nièvre				-1	-1
Services de Direction -EDR				-1	-1
Total			-3	-2	-5

**ET ON VOUDRAIT NOUS FAIRE VIVRE ÇA
JUSQU' À 64 ANS !?!?**